

# ANALYSE DES IMPACTS DE LA POLITIQUE NATIONALE DE L'EAU APRÈS CINQ ANS DE MISE EN OEUVRE SUR LES ORGANISMES IMPLIQUÉS DANS LA GESTION INTÉGRÉE DE L'EAU DU BASSIN VERSANT DE LA RIVIÈRE SAINT-FRANÇOIS

Par Pascal Prud'homme

## **SOMMAIRE**

Substance remarquable et de tous les instants sur Terre, l'eau joue un rôle qu'on ne peut nier sur notre planète. Au Québec, différentes problématiques sont apparues depuis les trois (3) dernières décennies qui témoignent de la dégradation de la ressource et de conflits d'usage de l'eau. Plusieurs plans d'eau sont maintenant pris d'assaut par les algues, en particulier les algues bleues (cyanobactéries), nos voisins du Sud ont soif et certains promoteurs désirent leur exporter de l'eau, etc. En novembre 2002, et suite à un mouvement déjà amorcé depuis une dizaine d'années, le gouvernement péquiste de l'époque a présenté une Politique nationale de l'eau (PNE) dans le but de clarifier le statut juridique de l'eau (patrimoine collectif), d'assurer la protection de la santé publique et des écosystèmes aquatiques et de gérer l'eau de façon intégrée dans une perspective de développement durable. Des organismes responsables de la GIEBV ont donc vu le jour officiellement avec cette politique, bien que certains bassins versants jouissaient déjà de la présence de comités de gestion de l'eau sur leur territoire, tel le COBARIC (comité de bassin de la rivière Chaudière).

En novembre 2007, la GIEBV a eu cinq (5) ans. Les études dressant des bilans sur la GIEBV commencent à voir le jour. Certaines études révèlent de sérieux écarts dans l'instauration de mécanismes prévus par la PNE pour faire fonctionner la GIEBV et certains acteurs de l'eau manifestent leur mécontentement. Cette étude avait pour objectifs de mesurer les changements occasionnés par le travail des OBV avec les acteurs locaux et de comparer les pratiques et les activités des acteurs de l'eau avant et après l'avènement de la PNE. Une enquête menée à l'été 2007 a permis de prendre le pouls des acteurs de l'eau. Les objectifs de l'étude ont été atteints : les résultats de

l'enquête ont fait ressortir les impacts positifs et les limites de la GIEBV sur certaines organisations du bassin versant de la rivière St-François.

Des recommandations ont ainsi pu être formulées en accord avec les résultats obtenus et les éléments contenus dans la littérature. Dorénavant, avec l'apparition de problématiques récurrentes associées à la contamination de l'eau (par exemple, les cyanobactéries), il devient prioritaire que les Québécois se dotent d'une gouvernance de l'eau à la hauteur des défis rencontrés par ce nouveau mode de gestion de la ressource.